



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/40/PV.48
24 octobre 1985

FRANCAIS

Quarantième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA QUARANTE-HUITIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 24 octobre 1985, à 10 heures

Président : M. de PINIÉS (Espagne)

Célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies [39]
(suite)

Déclarations de :

M. Ronald Reagan, président des Etats-Unis d'Amérique

M. Zhao Ziyang, premier ministre de la République populaire de Chine

M. Rajiv Gandhi, premier ministre de la République de l'Inde

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La très Honorable Mme Margaret Thatcher, premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le très Honorable David Lange, premier ministre et ministre des affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande

M. Edouard A. Chevardnadzé, ministre des affaires étrangères et envoyé spécial du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures et envoyé spécial du Président de la République française

La séance est ouverte à 10 h 10.

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

CELEBRATION DU QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : L'Assemblée va tout d'abord entendre une déclaration du Président des Etats-Unis d'Amérique, S. Exc.

M. Ronald Reagan.

M. Ronald Reagan, président des Etats-Unis d'Amérique, est escorté à la tribune.

Le président REAGAN (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord remercier l'Assemblée générale de l'honneur qu'elle me fait en me permettant de parler à l'occasion de cet anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

Il y a 40 ans, le monde s'est réveillé en osant croire que l'emprise de la haine avait enfin été brisée, en osant croire que la torche de la paix serait à l'abri entre les mains fermes de la liberté. Il y a 40 ans, le monde aspirait de nouveau à faire des rêves innocents, à croire à des idéaux avec une confiance innocente. Les rêves innocents sont précieux, mais ces 40 dernières années, trop de rêves ont été brisés, trop de promesses violées, trop de vies perdues. La vérité douloureuse est que le recours à la violence pour prendre, exercer et préserver le pouvoir, reste une réalité persistante dans une grande partie du monde.

La vision de la Charte des Nations Unies - préserver les générations futures du fléau de la guerre - reste réelle. Elle inspire toujours nos esprits et réchauffe nos coeurs. Mais elle exige également de nous un réalisme qui est ferme, clairvoyant, constant et sûr, un réalisme qui comprend que les nations des Nations Unies ne sont pas unies.

Je viens ici, ce matin, devant vous, soucieux d'assurer la paix, de faire en sorte que les divergences entre certains d'entre nous ne dégénèrent pas en conflit ouvert et je viens en offrant pour mon propre pays un nouvel engagement et un nouveau départ.

En cet anniversaire de l'ONU, nous reconnaissons ses succès : son action décisive au cours de la guerre de Corée, la négociation du Traité sur la non-prolifération; son puissant appui à la décolonisation et les réalisations dignes d'éloges du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Le président Reagan

Il ne faut pas non plus fermer les yeux sur les déceptions de l'Organisation : le fait qu'elle n'ait pas pu régler les problèmes de sécurité réelle, l'inversion complète de moralité que représente la scandaleuse résolution qui identifie le sionisme au racisme, la politisation de trop d'institutions et la mauvaise utilisation de trop de ressources.

L'Organisation des Nations Unies est une institution politique et la politique exige le compromis. Nous le reconnaissons. Mais ne l'oublions pas : dès les premiers jours, une étoile était censée nous guider et éclairer notre chemin vers la vision de paix et de progrès des Nations Unies : l'étoile de la liberté.

Quels gens serons-nous d'ici 40 ans? Pourvu que nous puissions répondre : des gens libres, dignes de la liberté, fermement convaincus que la liberté n'est pas la prérogative de quelques élus, mais le droit universel de tous les enfants de Dieu.

Telle est la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée en 1948. Et telle est la flamme que les Etats-Unis ont tenue haut et ferme devant les regards du monde. Nous sommes les champions de la liberté, non seulement parce qu'elle est pratique et profitable, mais aussi parce qu'elle est juste sur le plan moral.

Des peuples libres, dont les gouvernements reposent sur l'assentiment des gouvernés, ne font pas la guerre à leurs voisins. Des peuples libres jouissant de bonnes conditions économiques et protégés par des lois qui respectent la dignité de la personne, ne sont pas poussés à en dominer d'autres.

Nous reconnaissons volontiers que les Etats-Unis sont loin d'être parfaits. Pourtant, nous nous sommes efforcés honnêtement, au cours de ces 40 dernières années, de faire face à nos responsabilités aux termes de la Charte, et nous sommes fiers, en tant que nation, de notre contribution à la paix.

Nous sommes fiers d'avoir contribué, pendant 40 années, à éviter une nouvelle guerre mondiale et nous sommes fiers de nos alliances qui nous protègent et nous préservent, ainsi que nos alliés, de l'agression. Nous nous félicitons des accords de Camp David et de nos efforts en faveur de la paix au Moyen-Orient, concrétisés dans les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité; de l'appui fourni au Pakistan, cible de pressions d'intimidation de l'extérieur; de l'aide à l'El Salvador dans sa lutte pour réaliser une révolution démocratique; d'avoir répondu à l'appel de nos amis des Caraïbes, à la Grenade; de voir aujourd'hui le représentant de la Grenade voter pour exprimer la volonté de son peuple. Et nous sommes fiers de nos propositions visant à réduire les armes de guerre.

Le président Reagan

Nous présentons ce palmarès en tant que preuve de notre sincérité. Mais aujourd'hui, il est plus important de parler de ce que mon pays propose de faire dans ces dernières années du XXe siècle, pour établir un monde plus sûr, plus pacifique et plus civilisé.

Soyons francs dès l'abord, en usant de mots qui reposent sur des faits simples et clairs : les divergences entre l'Amérique et l'Union soviétique sont profondes et durables.

Les Etats-Unis sont une nation démocratique. Le peuple y gouverne. Nous n'édifions pas de murs pour l'enfermer; nous n'organisons pas de systèmes policiers pour les faire taire. Nous n'occupons aucun pays. La seule terre que nous occupions à l'étranger est celle qui contient les tombes où reposent nos héros. Ce que l'on appelle l'Occident est une association volontaire de nations libres, dont toutes chérissent leur indépendance et leur souveraineté. Et aussi profond soit notre attachement à nos convictions, nous ne cherchons pas à obliger d'autres à les partager.

Pour nous qui jouissons de ces larges libertés, il est difficile de comprendre les restrictions que les dictatures cherchent à imposer à toute institution et à tout aspect de la vie des gens, à l'expression de leurs convictions, à leurs mouvements et à leurs contacts avec le monde extérieur. Il est difficile pour nous de comprendre le principe idéologique selon lequel la force est un moyen acceptable d'étendre un système politique.

Nous autres Américains n'acceptons pas l'idée que tout gouvernement a le droit de commander, de diriger la vie de son peuple, que toute nation a un droit historique de recourir à la force pour exporter son idéologie. Cette conviction quant à la nature de l'homme et aux limites du pouvoir de tout gouvernement est au coeur des différences profondes et durables qui nous séparent de l'Union soviétique, différences qui nous mettent en conflit, en concurrence naturelle les uns avec les autres.

Nous accueillerions avec enthousiasme une véritable concurrence des idées, une concurrence au niveau de la puissance économique et de la créativité scientifique et artistique et, oui bien sûr, une concurrence au niveau de la bonne volonté des peuples du monde. Mais nous ne saurions accepter le recours à la force et à la subversion pour consolider et étendre l'emprise du totalitarisme.

Le président Reagan

Quand M. Gorbatchev et moi-même nous rencontrerons à Genève, le mois prochain, je m'attends à un nouveau départ dans les relations entre nos deux nations. Nous pouvons et nous devons nous réunir dans un esprit nous permettant d'aborder nos différences de manière pacifique. Voilà ce que nous attendons.

Le seul moyen de régler les différences, c'est de les comprendre. Nous devons avoir des discussions franches et complètes sur la question de savoir où il existe des dangers et où la paix est menacée. Ne vous y trompez pas : notre politique de concurrence ouverte et vigoureuse repose sur une vision réaliste du monde. C'est pourquoi, à Genève, nous devons réexaminer les raisons de la méfiance actuelle.

Par exemple, en 1972, la communauté internationale a négocié de bonne foi un traité interdisant les armes biologiques et à toxines. En 1975, nous avons négocié les accords d'Helsinki sur les droits et les libertés de l'homme. Et au cours de la décennie qui vient de s'écouler, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont négocié plusieurs accords sur les armes stratégiques. Et pourtant, nous estimons qu'il sera nécessaire, à Genève, d'examiner avec l'Union soviétique ce que nous considérons comme des violations de plusieurs dispositions de ces accords. En vérité, c'est pourquoi il est important d'avoir cette occasion d'exprimer franchement nos divergences dans des réunions face à face, pour que le franc-parler se substitue à la colère et à la tension.

Le président Reagan

Les Etats- is n'ont jamais cherché à conclure des traités en vue de régler les différends sur le papier. Nous continuons de penser qu'une guerre nucléaire est une guerre qui ne peut être gagnée et qui ne doit jamais être menée. Voilà pourquoi nous recherchons depuis près de dix ans - et continuons de rechercher - et nous débattons à Genève des réductions radicales, équitables et vérifiables de ces énormes arsenaux d'armes nucléaires offensives.

Au début de la dernière série des négociations de désarmement en cours à Genève, l'Union soviétique a présenté une proposition concrète comportant des éléments chiffrés. Nous étudions attentivement la contre-proposition soviétique. Je pense que dans cette proposition il y a des germes dont nous devrions favoriser la croissance; aussi nous efforcerons-nous, dans les semaines à venir, d'instaurer un vrai processus de concessions réciproques.

Les Etats-Unis cherchent également à examiner avec l'Union soviétique à Genève le rapport capital entre les systèmes offensif et défensif, y compris la possibilité de se rapprocher d'un monde plus stable et plus sûr, où la défense joue un rôle croissant.

Le missile balistique est l'arme la plus terrifiante, la plus menaçante et la plus destructrice de l'histoire de l'homme. C'est pourquoi je me félicite de l'intérêt manifesté par les nouveaux dirigeants soviétiques pour la réduction des forces stratégiques offensives. En fin de compte, nous devons éliminer cette menace une fois pour toutes de la face de la terre.

En attendant ce jour, les Etats-Unis cherchent à s'échapper de la prison de la terreur mutuelle par la recherche et l'expérimentation qui pourraient, en temps opportun, nous permettre de neutraliser le danger de ces missiles balistiques et, en fin de compte, les rendre obsolètes.

Comment Moscou peut-elle être menacée si les capitales des autres nations sont protégées? Nous ne demandons pas aux dirigeants soviétiques - dont le pays a tant souffert de la guerre - de laisser leur peuple sans défense contre une attaque étrangère. Pourquoi donc veulent-ils absolument que nous restions sans défense? Qui donc serait menacé si la recherche occidentale - et la recherche soviétique qui est elle-même bien avancée - arrivait à mettre au point un système non nucléaire qui menacerait non pas des être humains mais seulement des missiles balistiques?

Le monde dormira certainement plus tranquillement lorsque ces missiles auront été rendus inutiles, sur le plan tant militaire que politique, lorsque l'épée de

Le président Reagan

Damoclès suspendue au-dessus de notre planète depuis bien trop de lustres sera décrochée par les scientifiques occidentaux et russes qui oeuvrent à la protection de leurs villes et de leurs citoyens et, un jour, fermeront l'espace, empêchant ainsi les armes de destruction massive de s'y promener.

Si l'histoire nous a destinés à nous faire concurrence militairement pour défendre la paix, alors que ce soit pour mettre au point des systèmes qui défendent nos sociétés et non des armes qui peuvent détruire chacun de nous et une bonne part de ce que Dieu a créé.

Il y a environ 18 ans, le Premier soviétique de l'époque, Alekseï Kossyguine, était interrogé à propos d'un moratoire sur la mise au point d'un système de défense antimissile. Selon l'agence officielle Tass, il répondit en ces termes :

"Je pense que les systèmes défensifs, qui sont destinés à prévenir les attaques ne sont pas la cause de la course aux armements, mais représentent un moyen d'empêcher que des gens meurent... Il est possible qu'un système antimissile soit plus coûteux qu'un système offensif, mais il est conçu non pour tuer des gens mais pour préserver des vies humaines."

Préserver des vies humaines. Aucun objectif de paix n'est plus fondamental que celui-là. D'immenses obstacles nous attendent, mais ils ne doivent pas nous décourager. La paix est un commandement divin. La paix est l'ombre sacrée que projettent les hommes qui empruntent le chemin de la vertu.

Mais, aussi sûrement que nous savons ce qu'est la paix, nous savons aussi ce qu'elle n'est pas.

La paix fondée sur la répression ne saurait être une paix véritable, et elle ne peut être assurée que lorsque les individus sont libres de diriger leurs propres gouvernements.

La paix fondée sur le partage ne saurait être une paix véritable. Plus simplement, rien ne peut justifier la division continue et permanente du continent européen. Les murs du partage et de la méfiance doivent céder la place à une plus grande communication en faveur d'un monde ouvert. Avant de partir pour Genève, je ferai de nouvelles propositions en vue d'atteindre cet objectif.

La paix fondée sur la crainte mutuelle ne peut être une paix véritable, car miser sur un précaire équilibre de la terreur ne suffit pas. Le monde a besoin d'un équilibre de la sécurité.

Le président Reagan

Enfin, une paix fondée sur le refus de regarder en face les problèmes du monde ne peut être une paix véritable. Lors d'un conflit, lorsque la destruction n'atteint qu'un seul pays, les conséquences ne sont pas moins tragiques pour autant.

C'est la paix réelle que nous recherchons, et c'est la raison pour laquelle les Etats-Unis présentent aujourd'hui une initiative qui a trait au problème essentiel qui sera discuté à Genève : la question des conflits régionaux en Afrique, en Asie et en Amérique centrale.

Notre position à nous est claire : en tant que nation la plus ancienne du Nouveau Monde, en tant que première puissance anticoloniale, les Etats-Unis se sont réjouis lorsque la décolonisation a donné naissance à tant de nouvelles nations après la seconde guerre mondiale. Nous avons toujours appuyé le droit du peuple de chaque nation à disposer de lui-même. Nous avons fait don de 300 milliards de dollars depuis 1945 pour aider les peuples d'autres pays; et nous nous sommes efforcés d'aider des gouvernements amis à se défendre contre l'agression, la subversion et la terreur.

Nous avons noté avec un vif intérêt des professions d'intention pacifique analogues de la part des dirigeants de l'Union soviétique. Je ne suis pas ici pour mettre en doute la bonne foi de leurs déclarations, mais n'est-il pas important pour nous d'examiner également les faits?

En Afghanistan, il y a 118 000 soldats soviétiques qui font la guerre au peuple afghan.

Au Cambodge, il y a 140 000 soldats vietnamiens appuyés par l'Union soviétique qui mènent une guerre d'occupation.

En Ethiopie, 1 700 conseillers soviétiques participent à la planification et à la supervision d'opérations de combat, aux côtés de 2 500 combattants cubains.

En Angola, 1 200 conseillers militaires soviétiques participent à la planification et à la supervision d'opérations de combat, aux côtés de 35 000 combattants cubains.

Au Nicaragua, un effectif de 8 000 personnes venant de pays du bloc des Etats soviétiques et de Cuba est en place, y compris 3 500 militaires ou membres de la police secrète.

Tous ces conflits - dont certains durent depuis 10 ans - ont pour origine des différents locaux, mais ont tous en commun la même caractéristique : ils sont la conséquence d'une idéologie imposée de l'extérieur, qui divise les nations

Le président Reagan

et crée des régimes qui, pratiquement à partir du jour où ils prennent le pouvoir, sont en guerre avec leurs propres peuples. Dans chaque cas, la guerre marxiste-léniniste qu'ils mènent contre leurs peuples devient une guerre contre leurs voisins.

Ces guerres coûtent épouvantablement cher en vies humaines et menacent de déborder les frontières nationales et de déclencher des affrontements dangereux. Où est-il plus opportun qu'ici même, aux Nations Unies, d'appeler l'attention sur l'Article 2 de la Charte, où il est demandé aux Membres de "[s'abstenir] ... de recourir à la menace ou à l'emploi de la force ... contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat".?

Au cours des dix dernières années, ces guerres ont largement contribué à susciter suspicion et tension dans mon pays quant au but de la politique soviétique. Cela nous donne une raison de plus de les examiner sérieusement aujourd'hui.

L'année éternière, j'ai proposé du haut de cette tribune que les Etats-Unis et l'Union soviétique tiennent des discussions sur certains de ces problèmes, et nous l'avons fait. Mais je crois que ces problèmes exigent plus que des paroles. C'est pourquoi nous proposons, et sommes tout à fait résolus à appuyer, un processus de paix régional en vue de progresser sur trois niveaux.

Premièrement, nous croyons que le point de départ doit être un processus de négociation entre les parties au conflit dans chaque pays que j'ai mentionnés - lesquelles, dans le cas de l'Afghanistan, comprennent l'Union soviétique. La forme à adopter pour ces entretiens peut et devrait varier, mais les négociations - et l'amélioration de la situation politique interne - sont essentielles à l'arrêt de la violence, au retrait des troupes étrangères et à la réconciliation nationale.

Pour ce qui est du deuxième niveau, une fois que les négociations auront été engagées et que les parties directement concernées commenceront réellement à progresser, les représentants des Etats-Unis et de l'Union soviétique devraient s'asseoir à la même table. Il ne nous appartient pas de dicter les solutions à adopter lors de cette série distincte d'entretiens. Ces solutions ne dureraient pas. Il nous faut décider du meilleur moyen d'appuyer les pourparlers en cours entre les parties au conflit. Dans certains cas, il pourrait s'avérer opportun d'envisager des garanties pour tout accord déjà conclu. Mais dans tous les cas, la tâche primordiale consiste de promouvoir l'objectif suivant : l'élimination vérifiée de la présence militaire étrangère et la limitation des courants d'armes en provenance de l'étranger.

Le président Reagan

Enfin, si ces deux étapes sont franchies avec succès, nous pourrions passer à la troisième : accueillir de nouveau chaque pays au sein de l'économie mondiale afin que ses citoyens prennent part à la croissance dynamique dont jouissent les autres pays en développement qui vivent en paix. En dépit de divergences passées avec ces régimes, les Etats-Unis répondront généreusement à leur réconciliation démocratique avec leurs propres peuples, à leur respect des droits de l'homme et à leur retour dans la famille des nations libres.

Naturellement, en attendant que ces négociations aboutissent à des progrès concrets, l'appui de l'Amérique à ces forces démocratiques de résistance en lutte ne doit pas cesser, et ne cessera pas.

Ce plan est courageux et réaliste. Il ne se substitue pas aux efforts de recherche de la paix en cours; il les complète. Notre but n'est pas d'essayer de résoudre tout conflit surgissant dans toute région du monde, et nous reconnaissons d'ailleurs que chaque conflit a son caractère propre. Bien sûr, d'autres problèmes régionaux exigeront des solutions différentes. Mais nous croyons qu'il faut dès que possible rompre le cercle vicieux du conflit que nous constatons dans ces cinq situations.

Il faut commencer quelque part. Commençons donc là où le besoin s'en fait grandement sentir et là où il y a de l'espoir. Ce serait un gigantesque pas en avant qui permettrait aux peuples de décider plus librement de leur avenir. En outre, ce serait pour la partie soviétique une occasion extraordinaire d'apporter sa contribution à la paix régionale qui, à son tour, favoriserait le dialogue et les négociations sur d'autres problèmes critiques.

Il n'est rien que nos nations ne puissent accomplir si elles travaillent ensemble avec acharnement et imagination. Une solution pacifique à ces conflits ouvrirait de nouvelles perspectives de paix et de progrès. Nous découvririons que les promesses d'avenir ne résident pas dans des mesures de défense militaire ni dans le contrôle des armements mais bien dans le développement des libertés individuelles et des droits de l'homme.

Ce n'est que lorsque l'esprit humain peut vénérer, créer et bâtir, ce n'est que lorsque les peuples se voient donner la possibilité de choisir leur propre destin et de tirer avantage des risques qu'ils prennent que les sociétés deviennent prospères, progressistes, dynamiques et libres.

Le président Reagan

Nous n'avons qu'à jeter un coup d'oeil sur la réalité économique autour de nous. Les nations qui refusent toute opportunité à leurs peuples - en Europe de l'Est, en Indochine, en Afrique australe et en Amérique latine - prennent toutes du retard dans la course vers l'avenir.

Mais là où des dirigeants clairvoyants comprennent que la liberté économique et l'encouragement personnel sont la clef du développement, nous voyons l'économie aller de l'avant. Singapour, Taïwan, Corée du Sud, Inde, Botswana, Chine : voilà quelques exemples actuels de réussite, parce que ces pays ont le courage de miser sur l'incitation économique.

Rappelons-nous les paroles éloquentes du message d'Andrei Sakharov, Prix Nobel de la Paix :

"La confiance internationale, la compréhension mutuelle, le désarmement et la sécurité internationale sont inconcevables sans une société ouverte jouissant de la liberté d'information, de la liberté de conscience, de la liberté d'expression, du droit de se déplacer librement et de choisir le pays où l'on souhaite vivre."

C'est là une vérité éternelle. La liberté porte en soi la promesse d'un monde ouvert qui attend seulement que nous nous en saisissions tous ensemble. Il y a 40 ans, l'espoir d'un monde assoiffé d'espérance est né, et je crois sincèrement que cet espoir est toujours vivant.

Les Etats-Unis ont parlé avec franchise et conviction aujourd'hui, mais cela ne diminue en rien les sentiments très vifs qu'éprouve chaque Américain. Les Américains, viscéralement, haïssent la guerre et son pouvoir destructeur. Nous préférons nous battre non pour détruire mais pour reconstruire et renouveler. Nous préférons lutter contre la faim, la maladie et les catastrophes. Nous préférons nous livrer avec nos adversaires, à une bataille des idéaux et des idées pour le futur.

Ces principes découlent de l'ouverture d'esprit et de la bienveillance naturelle de notre peuple, de notre longue lutte et des sacrifices que nous avons consentis pour nos libertés et celles d'autrui. Les Américains aspireront toujours à la paix. Ils ont la passion de la vie et au fond du coeur un immense pouvoir de réconciliation.

A l'Assemblée générale, l'année dernière, j'ai indiqué que les Etats-Unis et l'Union soviétique avaient toutes les raisons de chercher à combler le fossé qui

Le président Reagan

les séparent. Lors de la première rencontre entre leurs chefs de gouvernement en plus de six ans, M. Gorbatchev et moi-même aurons l'occasion de nous y employer à Genève.

Allons donc à Genève alors que les deux parties sont prêtes au dialogue. Laissons les deux parties s'engager à façonner un monde où il y aura moins d'armes nucléaires et où, un jour, il n'y en aura plus du tout. Laissons les deux parties prendre l'engagement de marcher ensemble sur une voie plus sûre menant vers le XXI^e siècle et de jeter les bases d'une paix durable.

Il est grand temps d'agir au lieu de parler sans cesse d'un monde meilleur. Il est temps d'agir. Et nous agirons lorsque les nations renonceront à imposer leur volonté aux autres, lorsqu'elles comprendront que nous, qui avons si chèrement payé notre liberté, ferons ce qu'il faut pour la préserver contre toute atteinte.

L'Amérique a des engagements à tenir envers le monde, car une grande partie de ce monde vit en Amérique. Car enfin, à quelques kilomètres seulement de cette salle se trouve la statue de la Liberté, symbole du commencement d'une vie nouvelle pour des millions de gens, alors que les peuples de presque chaque pays représenté dans cette assemblée se sont associés pour bâtir les Etats-Unis.

Le sang de toutes les nations coule dans les veines de l'Amérique et il nourrit l'esprit qui nous oblige à participer au destin de cette bonne terre. C'est ce même esprit de compassion qui nous pousse à aider les valeureux peuples qui connaissent les affres de la faim sur le continent africain.

C'est cet esprit internationaliste qui s'est manifesté le mois dernier lorsque notre voisin, le Mexique, a été brusquement frappé par un tremblement de terre. Alors que la nation mexicaine prenait des mesures vigoureuses, d'autres nations offraient chaleureusement leur aide et l'on a pu voir travailler côte à côte des gens qui ne souciaient ni de leur propre intérêt national ni d'un profit quelconque. Mais cette tragédie a un sens, et ce sens nous l'avons trouvé un jour sous l'énorme amas de décombres de ce qui avait été l'hôpital Juarez, à Mexico.

Une semaine après ce terrible événement et alors qu'une autre journée de désespoir commençait, une équipe de sauveteurs a entendu un faible son qui sortait de cet amas de béton écrasé et d'acier tordu. Espérant contre tout espoir, ils se sont mis immédiatement à creuser dans cette direction. Alors que la nuit tombait, l'équipe de sauveteurs dans sa course contre la montre, a enfin trouvé ce qu'elle cherchait, et : la première de trois petites filles, nouveau-nées, a été accueillie saine et sauve par l'équipe de sauveteurs.

Le président Reagan

Voici comment un témoin raconte la scène :

"Il régnait un silence complet lorsque le bébé a été descendu dans un panier, enveloppé d'une couverture. Le bébé était silencieux lui aussi. Mais, dès qu'on le mit dans l'ambulance de la Croix-Rouge, tout le monde s'est mis à applaudir."

Et là, au milieu de cette détresse et de ces ruines nous avons appris une leçon opportune et éternelle. Nous avons été témoin du miracle de la vie.

Je crois que c'est à la lumière de cette leçon que nos nations doivent renouveler leurs engagements. Le miracle de la vie nous est donné par un Etre plus grand que nous. Mais une fois que nous avons reçu la vie, c'est à nous de la protéger, de la préserver et de la développer, non seulement pour le monde d'aujourd'hui, mais aussi pour le monde meilleur de demain.

Il n'est pour nous d'objectif plus noble que maintenir et célébrer la vie dans un monde agité. C'est ce que nous devons faire maintenant. Il n'est pas de plus grand devoir et de plus noble cause pour l'humanité. La vie - et la sauvegarde de la liberté pour la vivre dans la dignité - est la raison pour laquelle nous sommes sur terre.

C'est ce à quoi doivent tendre tous nos efforts afin qu'un jour nos premiers ministres, nos présidents et nos secrétaires généraux ne parlent plus de guerre et de paix, mais seulement de paix. Nous avons eu 40 ans pour commencer. Ne perdons plus un instant et donnons au monde tout ce que nous pouvons en échange de ce miracle de la vie.

M. Ronald Reagan, président des Etats-Unis d'Amérique, est escorté de la tribune.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : L'orateur suivant est le Premier Ministre de la République populaire de Chine, S. Exc. M. Zhao Ziyang.

S. Exc. M. Zhao Ziyang, premier ministre de la République populaire de Chine, est escorté à la tribune.

M. ZHAO Ziyang (Chine) (interprétation du chinois) : L'Organisation des Nations Unies a maintenant 40 ans d'existence.

Dans les annales de l'histoire universelle, il est rare qu'une organisation politique internationale se soit montrée d'une vitalité aussi indéfectible que l'ONU et ait témoigné d'une universalité et d'une importance croissantes avec le temps qui passe. Certes, l'ONU a parcouru un chemin sinueux et présente encore des insuffisances, mais elle est irremplaçable vu la mission historique qui lui est dévolue et l'influence qu'elle exerce sur le monde. Cela nous permet d'affirmer aujourd'hui que le monde a besoin de l'ONU, tout comme l'ONU ne peut se passer de l'appui du monde. Aujourd'hui, en nous réunissant ici pour célébrer solennellement l'anniversaire de l'ONU, nous voulons réaffirmer ses buts et principes, renforcer ses fonctions et exprimer notre espoir de la voir mieux jouer à l'avenir le rôle qui lui est propre.

Edifier un monde de paix, de sécurité, de prospérité, d'égalité et de coopération, telle est l'aspiration commune de l'humanité. Les buts et principes de la Charte des Nations Unies constituent précisément l'expression de cette aspiration. Pour réaliser ce noble objectif, tous les pays et peuples épris de paix ont consenti des efforts inlassables et les Nations Unies ont accompli, elles aussi, dans des conditions complexes et difficiles, un travail considérable.

Ces 40 dernières années, le monde a énormément changé, mais l'objectif que nous nous sommes assigné est encore loin d'être atteint. Bien qu'une nouvelle guerre mondiale n'ait pas éclaté, les guerres chaudes localisées et la guerre froide entre l'Est et l'Ouest se sont succédées par intermittences. Le système colonial s'est effondré; cependant, les violations de souveraineté et les conquêtes par la force n'ont cessé de se produire. Tous les pays, grands ou petits, sont égaux en droits, mais la politique du plus fort continue à agir dans les relations internationales. Bien que le régime d'apartheid soit universellement condamné, les autorités sud-africaines redoublent de zèle dans leurs agissements pervers. Les richesses créées par l'humanité se sont accrues infiniment et pourtant l'écart entre le Nord nanti et le Sud déshérité s'est encore élargi. La course aux

M. Zhao Ziyang (Chine)

armements a englouti un volume énorme de biens et de ressources, tandis que des centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans les pays en développement continuent à se débattre contre la faim, la maladie et la mort. Bref, en ce monde plein de contradictions, d'affrontements, de troubles et de conflits, il existe encore bon nombre de facteurs d'insécurité et de phénomènes inquiétants.

M. Zhao Ziyang (Chine)

L'Organisation des Nations Unies a décidé de commémorer son quarantième anniversaire autour du thème "pour un monde meilleur" et cela correspond à l'aspiration et à la demande des peuples des divers pays, quelle que soit leur couleur. Que doit être un monde meilleur? On peut le concevoir différemment. D'après les buts et principes de la Charte des Nations Unies, un monde meilleur doit connaître - ce qui est élémentaire - la paix et le développement ainsi que des rapports d'égalité et de coopération entre les différents Etats.

La Charte des Nations Unies a défini clairement, dès le début de son préambule, ses principes en ces termes :

"Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances...".

Malheureusement, l'histoire des 40 ans de l'après-guerre n'a été qu'une histoire de l'affrontement Est-Ouest et de l'escalade continue de la course aux armements. La situation internationale, pendant cette période, s'est avérée agitée et instable, et le danger de guerre n'a pas disparu. Pour assurer la sécurité internationale et prévenir la guerre, l'Est et l'Ouest doivent cesser de s'affronter pour détendre l'atmosphère et développer leurs relations. Tous les pays, qu'ils aient adopté des systèmes sociaux identiques ou différents, doivent coexister pacifiquement. Tout Etat doit reconnaître aux peuples des autres Etats le droit d'opter pour le régime social qui leur convient et s'abstenir de porter atteinte à leur sécurité, sous prétexte de défendre la sienne. Dans les relations internationales, aucun pays ne doit recourir à la force ou à la menace de la force pour faire appliquer sa politique. Les différends internationaux susceptibles de dégénérer en conflits constituent des dangers latents pour la paix mondiale et des facteurs d'instabilité dans la situation internationale. Les parties intéressées doivent entreprendre des négociations afin de leur trouver une solution pacifique, juste et équitable. L'Organisation des Nations Unies, dont la vocation est de sauvegarder la paix mondiale et de préserver la sécurité internationale, doit s'efforcer de jouer son rôle à cet égard.

A l'heure actuelle, la tâche qui s'impose à tous les pays et peuples attachés à la paix est d'arrêter la course aux armements. Nous nous opposons à la course aux armements conventionnels ou nucléaires, qu'elle ait lieu sur terre ou dans l'espace extra-atmosphérique. Ni la "force de dissuasion", ni l'"équilibre de la

M. Zhao Ziyang (Chine)

terreur" ne peuvent assurer la paix; au contraire, ils ne peuvent qu'entraîner une escalade en spirale de la course aux armements. On est en droit de demander aux deux supergrands qui sont les plus grands possesseurs d'armes nucléaires de passer en premier à l'action en réduisant massivement leurs armements nucléaires pour créer les conditions nécessaires à l'interdiction complète et à la destruction totale des armements nucléaires. Comme beaucoup d'autres pays du monde, nous apportons beaucoup d'intérêt à la rencontre au sommet américano-soviétique, qui aura lieu bientôt. Nous espérons que les Etats-Unis et l'Union soviétique se conformeront à la demande des peuples du monde, cesseront vraiment de rechercher la suprématie militaire et parviendront, à travers les négociations, à un accord favorable à la paix mondiale, accord qui doit être effectivement mis en œuvre.

La montée du tiers monde et le développement du mouvement de non-alignement dans l'après-guerre ont concouru à modifier profondément l'échiquier des rapports internationaux. L'époque où quelques grandes puissances disposaient du sort de l'humanité est à jamais révolue, et les forces de la paix se sont accrues plus rapidement que les facteurs de guerre. Il est possible de préserver la paix mondiale et de conjurer une nouvelle guerre mondiale, si tous les pays et peuples épris de paix mènent un combat solidaire dans ce sens.

M. Zhao Ziyang (Chine)

Le monde réussira-t-il ou non à réaliser une prospérité et un développement communs? C'est là, au même titre que la question de savoir si l'humanité arrivera ou non à éviter une nouvelle guerre mondiale, une autre tâche importante pour l'humanité et un grand défi historique qu'elle doit relever.

La plupart des pays en développement, handicapés par les lourds fardeaux légués par une longue domination coloniale et l'actuel ordre économique international, ne sont pas encore sortis de la pauvreté et du retard. Redresser l'économie des pays en développement et mettre en valeur les potentialités que recèlent les vastes régions où vivent les trois quarts de la population mondiale contribuera puissamment à la croissance et à la prospérité de l'économie mondiale dans son ensemble. Pour parvenir à cette fin, il appartient aux pays en développement de travailler dur à développer leurs économies nationales et à intensifier la coopération Sud-Sud. Dans le même temps, il faut réformer l'actuel ordre économique international, promouvoir le dialogue Nord-Sud et développer la coopération Nord-Sud.

En dépit du travail exploratoire et des efforts entrepris il y a quatre ans par la Conférence de Cancún, le dialogue planétaire entre le Nord et le Sud n'a pu s'engager jusqu'à ce jour, et les relations Nord-Sud demeurent, pratiquement sans changement. Les Nations Unies doivent se pencher avec tout le sérieux qui s'impose sur ce problème d'importance majeure et prendre des mesures efficaces en matière de finances, de monnaies, de commerce, de dettes, d'aide et autres, pour favoriser l'amélioration des relations Nord-Sud, ce qui profitera grandement à l'épanouissement des économies aussi bien du Nord que du Sud, de même qu'au maintien de la paix mondiale. Nous espérons qu'un plus grand nombre de pays développés se joindront aux pays en développement pour apporter leur contribution à cette fin.

L'égalité entre tous les pays, grands ou petits, constitue le principe essentiel et primordial de la Charte des Nations Unies et sert de fondement à celle-ci. Ce droit à l'égalité ne doit pas être assimilé exclusivement au droit à la parole et au droit de vote au sein des Nations Unies. Il doit comprendre également le droit pour tout pays de se protéger contre toute atteinte à sa souveraineté et à son indépendance et contre toute ingérence dans ses affaires intérieures.

M. Zhao Ziyang (Chine)

Vue sous cette angle, la situation qui prévaut actuellement dans le monde laisse à désirer. Que les droits des petits pays soient ignorés et que certains pays cherchent à imposer leur volonté à autrui montrent bien que ces phénomènes n'ont pas été bannis de ce monde. Qui plus est, les actes condamnables, tels que l'invasion et l'occupation du territoire d'autres pays, et les violations de souveraineté n'ont pas encore été arrêtés. L'universalité et l'efficacité des Nations Unies résident dans l'égalité de tous les Etats Membres. L'ONU ne pourra jouer pleinement son rôle et le monde ne pourra jouir de la paix et de la stabilité que si les pays faibles ne sont pas malmenés par les pays forts et si les petits pays sont respectés par les grands pays.

La Chine, pays fondateur des Nations Unies et membre permanent du Conseil de sécurité, est pleinement consciente de ses responsabilités et de ses devoirs. Nous avons toujours observé rigoureusement les buts et principes de la Charte des Nations Unies, apporté notre appui aux activités entreprises par l'Organisation en vue de maintenir la paix mondiale et de promouvoir la coopération internationale et préconisé le renforcement des attributions et de la position de l'ONU dans les affaires mondiales.

La Chine est un pays socialiste en développement, qui appartient au tiers monde. Elle soutient invariablement la juste lutte des peuples de tous les pays pour sauvegarder la paix, défendre leur souveraineté et leur indépendance et combattre l'impérialisme, le colonialisme, l'hégémonisme et le racisme. Comme par le passé, nous continuerons d'oeuvrer inlassablement à la juste cause de la paix, du développement, de l'égalité et de la coopération internationale.

La Chine est un pays pacifique; elle a besoin de la paix. Pour transformer radicalement la Chine depuis longtemps retardataire et faire d'elle un pays socialiste moderne aux couleurs chinoises, en somme pour atteindre l'objectif qui est d'assurer la prospérité au pays et le mieux-être au peuple, nous avons besoin d'un environnement international de paix et de stabilité durables.

M. Zhao Ziyang (Chine)

La Chine, qui applique une politique extérieure d'indépendance et de paix, s'est fait un devoir de combattre l'hégémonisme et de défendre la paix mondiale. La Chine est désireuse de vivre en bons termes avec tous ses voisins et tous les autres pays, et elle souhaite également voir tous les pays du monde vivre dans la paix. En prenant l'initiative de réduire d'un million d'hommes les effectifs de son armée, la Chine a montré une fois de plus, par cet acte concret, sa ferme opposition à la course aux armements. Elle n'établit pas de base militaire ni ne fait stationner de troupes à l'étranger, elle ne prétend pas à l'hégémonie et n'intervient pas dans les affaires intérieures des autres pays. Elle applique fermement une politique d'ouverture sur l'extérieur et entend développer de larges échanges économiques et techniques avec le Nord comme avec le Sud, avec l'Est comme avec l'Ouest, ce pour le bénéfice mutuel et le développement commun. Pour tous les pays qui oeuvrent au maintien de la paix mondiale et à la promotion de l'économie internationale, la Chine restera toujours une amie et un partenaire dignes de confiance.

Les Nations Unies ont déjà parcouru un long chemin, et elles ont encore à accomplir de lourdes tâches. Pour l'avènement d'un monde meilleur de paix, de prospérité, d'égalité et de coopération, tous les pays membres de l'Organisation des Nations Unies et les peuples du monde entier doivent continuer de déployer d'énormes efforts. Oeuvrons en commun dans l'esprit des buts et principes de la Charte des Nations Unies et avançons ensemble vers ce noble objectif.

M. Zhao Ziyang, premier ministre de la République populaire de Chine, est escorté de la tribune.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre la déclaration du Premier ministre de la République de l'Inde, S. Exc. M. Rajiv Gandhi.

M. Rajiv Gandhi, premier ministre de la République de l'Inde, est escorté à la tribune.

M. GANDHI (Inde) (interprétation de l'anglais) : En ce quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, je vous transmets les salutations du peuple de l'Inde et du Mouvement des pays non alignés.

Les Nations Unies furent fondées pour prévenir la guerre, grâce à une liberté plus grande, à l'abri de l'oppression et à l'abri du besoin. Nombre de mouvements de libération nationale n'auraient pu mener à bien leur lutte sans l'appui moral et

M. Gandhi (Inde)

politique des Nations Unies. Ces succès ont fait des Nations Unies une organisation de plus en plus représentative et universelle.

Mais des vestiges du colonialisme subsistent. La Namibie reste asservie. Il s'est écoulé 25 ans depuis que les Nations Unies ont adopté la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et sept ans depuis que le Conseil de sécurité a, à l'unanimité, tracé les étapes de l'indépendance de la Namibie. Sept années de privation, sept années de mort. Le monde attend une Namibie indépendante.

Envoyons, de cette tribune, un message de solidarité aux combattants de la liberté en Namibie et en Afrique du Sud. Au moment où le monde aborde le troisième millénaire, le régime de Pretoria se refuse à apprendre la leçon du deuxième millénaire, à savoir que tous les peuples sont égaux. Le peuple de l'Inde a des liens privilégiés avec le peuple de l'Afrique du Sud. C'est l'Afrique du Sud qui a permis au Mahatma Gandhi de façonner sa stratégie de défi massif aux lois immorales. Je me remémore les mots de Léon Tolstoï qui ont profondément influencé le Mahatma Gandhi :

"Je suis assis sur le dos d'un homme, je l'étouffe et je l'oblige à me porter. Je me convaincs et je convaincs les autres que je le plains sincèrement et que je souhaite alléger son fardeau par tous les moyens possibles, hormis descendre de son dos."

Quand l'apartheid descendra-t-il du dos de l'homme noir? Il faut appliquer toutes les pressions possibles. L'Inde n'a jamais hésité à le faire. Seules des sanctions obligatoires complètes auront un effet.

Il ne saurait y avoir de paix en Asie occidentale tant que les Palestiniens n'auront pas obtenu leur droit légitime à un Etat dans leur propre patrie. Une conférence sur le Moyen-Orient a été proposée. Pourquoi ne pas la tenir? Aucun code de comportement international n'interdit à Israël de faire la guerre au peuple palestinien.

Le terrorisme est devenu un défi essentiel de notre temps. Il revêt de nouvelles formes. Des groupes violents utilisent les moyens de communications modernes et les médias pour amplifier leurs exigences. Leur mépris de la vie humaine confine à la barbarie. Les actes violents perpétrés par des individus ou des groupes sont en soi indéfendables. Ceux des Etats ou des institutions

M. Gandhi (Inde)

officielles ne le sont pas moins. De tels actes unilatéraux ne peuvent que semer l'anarchie dans la vie internationale.

L'homme a toujours aspiré à l'ordre. Il fut recherché dans la tribu, dans le clan et dans l'Etat-nation. La civilisation signifiait l'évolution progressive de règles régissant l'interaction entre les individus, les sociétés et les nations. La Société des nations fut l'expression de l'aspiration de l'homme à la paix et à l'ordre entre les nations. Elle a échoué, nous le savons, mais cet échec même a montré que la sécurité mondiale et le maintien de la paix exigeaient une nouvelle vision du monde.

M. Gandhi (Inde)

L'Organisation des Nations Unies est née de l'espoir et de la crainte - espoir que l'holocauste de la seconde guerre mondiale ne se répètera jamais et crainte que la sagesse et l'ingéniosité de l'homme ne réussissent pas à maîtriser l'atome. Peu à peu, une sorte d'ordre mondial a commencé de prendre forme. Beaucoup a été accompli. La liberté et l'égalité l'ont emporté sur le colonialisme et le fascisme. Un consensus s'est dégagé de bonne heure concernant le développement. Les premiers jalons d'un système financier et monétaire viable ont été posés. Les structures de la coopération internationale ont été édifiées. Un apport collectif pour réaliser le désarmement a été entrepris. Mais, de notre point de vue, il y a également plusieurs aspects négatifs. Appartient-il aux puissants de freiner les progrès, même lents, vers l'évolution d'un ordre donné? Que gagneront-ils à étouffer l'espoir et la foi que symbolise le système des Nations Unies? Ces tendances inquiétantes ont vicié le dialogue entre les nations. Aujourd'hui, l'ordre international de l'après-guerre, qui n'a jamais été très solide, présente de larges fissures. Occupons-nous de les combler.

L'ONU fonctionne dans un monde divisé - un monde marqué par l'affrontement nucléaire, par les disparités économiques, par une méfiance qu'il semble impossible de surmonter. La plus grande menace à laquelle l'humanité soit confrontée est celle que pose la division du monde en blocs militaires rivaux. Elle représente une négation de la vision philosophique de la Charte des Nations Unies, dont l'essence est dans la coexistence pacifique.

Par bonheur, les blocs nucléaires ne se sont pas fait la guerre. Mais la course aux armements se poursuit sans frein. De nouvelles armes spatiales sont conçues en tant qu'instruments suprêmes de dissuasion. Les temps de réaction se réduisent dangereusement. Le contrôle des armements devient de plus en plus complexe. L'action et la réaction sont sur le point d'échapper à la décision humaine. Le bouton menace de se pousser tout seul. Le monde, impuissant, va à la catastrophe nucléaire.

Les blocs militaires doivent comprendre que la stabilité ne peut être réalisée ni par la supériorité ni même par l'équilibre des armes. Elle ne peut être obtenue que par la coexistence et le désarmement. Sans désarmement, le danger d'anéantissement persistera.

M. Gandhi (Inde)

Six nations représentant cinq continents, qui comprenaient des pays développés et en développement, des pays non alignés et alignés, se sont réunies à Delhi au début de cette année et ont présenté un programme pratique de désarmement. Aux termes de la Déclaration de New Delhi, il est demandé la cessation immédiate des essais, de la mise au point et de la fabrication d'armes nucléaires et de leurs vecteurs et il doit y avoir, après cette première mesure, une réduction considérable des forces nucléaires, menant à l'élimination de ces armes effrayantes de destruction massive. La majorité écrasante des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et l'opinion publique du monde entier, y compris dans les Etats dotés d'armes nucléaires, ont appuyé cet appel.

Il ne faut perdre aucune chance de paix. Nous avons tous, collectivement, intérêt à préserver notre planète. Les propositions constructives de désarmement doivent être examinées sérieusement. Le Sommet Gorbatchev-Reagan revêt une importance particulière. Le monde espère qu'ils ne laisseront pas passer cette occasion et que cette réunion inaugurera le début d'un dialogue déterminé et d'un processus nous éloignant de l'abîme.

Tout comme la paix du monde est menacée par la guerre nucléaire, sa prospérité est menacée par une crise économique d'une gravité sans précédent. Les pays en développement en connaissent les aspects les plus durs. L'Inde a eu la chance de pouvoir maintenir, et même d'accélérer, son rythme de croissance économique. Mais la plupart des pays en développement sont touchés. L'Afrique a été la plus durement frappée. Les pays d'Amérique latine portent un fardeau de dette rendu intolérable par des actes indépendants de leur volonté. Les riches sont également touchés par la crise. Ils continuent d'être prisonniers d'une croissance faible et d'un taux de chômage élevé. Les espoirs de reprise rapide s'éloignent à grande allure.

Comment en est-on arrivé à cette situation? Pourquoi la communauté internationale n'a-t-elle ni la volonté ni la lucidité d'aborder les problèmes mondiaux sur la base de la coopération mondiale? Pourquoi continue-t-on de se mettre dans l'impasse dans tous les importants forums multilatéraux? Le consensus sur le développement, qui s'était laborieusement dégagé pendant les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale, s'est aujourd'hui désagrégé. Il est approprié de profiter de la présente session pour commencer à réparer les dégâts. Le consensus doit être reconstitué.

M. Gandhi (Inde)

Pendant que les experts élaborent péniblement des accords, la famine menace des centaines de milliers de personnes dans de nombreuses régions du monde. Nous devons nous unir pour les sauver.

Le Mouvement des pays non alignés croit en la coexistence. Mais l'ordre international et les armes nucléaires ne peuvent coexister. La liberté et le racisme ne peuvent coexister. La science et la pauvreté ne peuvent coexister.

En cette année qui marque le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, devons-nous humblement accepter les divisions du monde, ses dangers et ses injustices? Renouvelons notre attachement à la paix. Décidons de lutter contre la famine qui nous fait honte dans un monde d'abondance. Dénouons le crime du racisme dans cette ère d'égalité et de dignité humaine. Guérissons le monde de la folie du militarisme nucléaire. Mettons le génie créateur de l'homme au service de la prospérité et non de la destruction.

Amis, lançons une croisade en faveur de la paix, de la liberté et de l'égalité.

M. Rajiv Gandhi, premier ministre de la République de l'Inde, est escorté de la tribune.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : L'orateur suivant est S. Exc. la très Honorable Mme Margaret Thatcher, premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Mme Margaret Thatcher, premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escortée à la tribune.

Mme THATCHER (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (interprétation de l'anglais) : A l'occasion de cette célébration du quarantième anniversaire des Nations Unies, je voudrais commencer par rappeler les paroles de Winston Churchill, qui était présent à la création de l'Organisation. Dans son discours de Fulton en 1946, il a dit :

"Nous devons veiller à ce que les travaux des Nations Unies soient fructueux, à ce que l'Organisation soit une réalité et non un leurre, à ce qu'elle soit une force d'action et non un simple flot de paroles, à ce qu'elle soit un véritable temple de la paix où de nombreuses nations viendront un jour prendre leurs boucliers et non une simple lice dans la tour de Babel."

Les observations que je vais faire aujourd'hui porteront donc sur les travaux des Nations Unies.

Les travaux des Nations Unies ont porté leurs fruits au cours de ces 40 années. L'Organisation a servi de tribune à l'opinion publique mondiale - et aucun gouvernement ne peut se permettre maintenant d'en faire abstraction. Le Conseil de sécurité nous a offert une instance où traiter tant la crise imprévue que le problème ingrat. L'Assemblée générale fournit un cadre où la voix de tout pays Membre, aussi petit soit-il, peut se faire entendre. Dans le Secrétaire général, nous avons un négociateur impartial et compétent en qui nous avons toute confiance.

Les Nations Unies ont aussi démontré qu'elles étaient une force d'action. Elles peuvent aider à maintenir la paix de trois manières cruciales. Premièrement, en préparant la voie aux négociations, comme elles l'ont fait grâce à la fameuse résolution 242 (1967) sur le Moyen-Orient. Deuxièmement, en servant de catalyseur pour persuader les parties à un différend de préférer la négociation à l'affrontement. Et troisièmement, en jouant leur rôle de gardien vigilant de la paix. Sans les casques bleus et les bérets bleus des Nations Unies, guidés par un grand serviteur britannique des Nations Unies, Brian Urquhart, des conflits locaux se seraient étendus, et le tribut de mort et le flot des sans-foyers auraient été encore plus grands.

Toutefois, il y en a qui refusent d'apporter une contribution financière équitable à ces opérations vitales de maintien de la paix. Je crois qu'ils manquent à leur devoir envers les Nations Unies, l'humanité et la paix. A mon avis, il est grand temps qu'ils se sentent coupables de laisser à d'autres une part injustement lourde de ce fardeau.

Mme Thatcher (Royaume-Uni)

Je rends hommage aux institutions spécialisées, qui se sont concentrées sur les tâches qui leur sont dévolues, par exemple, en éliminant la maladie, en veillant aux besoins des enfants, en nourrissant et en logeant les réfugiés. Avec les hommes et les femmes qui sont à leur service, elles méritent tous nos remerciements.

Ainsi les Nations Unies ont démontré qu'elles étaient une réalité et non un leurre, qu'elles étaient une force d'action et non un simple flot de paroles, qu'elles étaient un temple de la paix et non une simple tour de Babel. En dépit de ses dangers, notre monde est plus sûr et plus ordonné grâce aux Nations Unies.

Il serait aisé à l'occasion de cet anniversaire de faire simplement l'éloge de l'Organisation et de lui exprimer notre appui. Mais si nous tenons vraiment aux Nations Unies - et je compte parmi ceux qui y tiennent - nous devons les rendre encore plus efficaces en reconnaissant leurs lacunes et en y remédiant.

Nous devons admettre que nous avons eu beaucoup de déceptions.

Certes, comme de très nombreux orateurs l'ont fait remarquer, l'horreur ultime d'une autre guerre mondiale nous a été épargnée. Mais c'est là une maigre consolation pour les millions d'hommes qui ont été tués, mutilés ou laissés sans foyer au cours de plus de 140 conflits de moindre ampleur.

Nous ne pouvons toujours pas affirmer que les droits fondamentaux de l'homme - liberté d'expression et d'opinion, droit d'être à l'abri de l'arrestation arbitraire et de la torture - sont respectés à travers le monde. Ce n'est pas faute de règles et de normes, car elles figurent toutes dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. La faute en est à ce que certains gouvernements font ouvertement abstraction de ces normes parce que les droits de l'homme n'ont pas place dans leur système politique.

D'ailleurs permettez-moi de dire que les résolutions des Nations Unies n'ont pas toujours été objectives. Certaines ont été coupables de faire deux poids deux mesures. Des jugements ont été passés sur des pays, non en fonction du bien-fondé du cas, mais parce qu'il était facile de rallier une majorité contre eux. D'autres pays qui méritaient d'être condamnés ont été protégés par simple opportunisme politique. L'Afrique du Sud est justement condamnée pour son déni dégradant des droits fondamentaux de l'homme aux populations noires. Cependant, où sont les résolutions sur le traitement des Juifs soviétiques?

Mme Thatcher (Royaume-Uni)

Les Nations Unies n'ont pas encore montré non plus qu'elles pouvaient s'attaquer effectivement au terrorisme. Le terroriste est cyniquement prêt à tuer, à mutiler et à blesser pour parvenir à ses fins. Il parle la langue des droits de l'homme au moment même où il les anéantit par ses actes.

Aux Nations Unies, nous nous sommes suffisamment élevés contre le terrorisme. Pourtant, il existe des pays représentés parmi nous qui accueillent et entraînent des terroristes, et d'autres qui semblent disposés à appuyer le terrorisme de préférence à la négociation pacifique. C'est là une trahison absolue de notre charte.

L'ordre et une véritable primauté du droit sont aussi importants pour la justice entre les nations qu'ils le sont pour la justice à l'intérieur des nations. Mais hélas, en 40 ans, bien que nous ayons créé un corpus de droit public international, nous n'avons pas été capables de lui donner effet ni d'assurer son application. Comme ce grand historien classique, Thucydide, l'a fait remarquer il y a bien des siècles : "Les forts font ce qu'ils veulent et les faibles ce qu'il peuvent".

Pour certaines nations la justice n'est encore qu'un lointain idéal. Et si la majorité des Nations Unies veut influencer le gouvernement d'un de leurs membres, ce n'est pas de belles paroles ni à des insultes qu'elle doit recourir, mais à des encouragements, quand des mesures sont prises dans la bonne direction. Je pense en particulier à l'Afrique du Sud, où l'on sent que le moment d'un changement est venu. Pour autant que les négociations s'accompagnent d'un arrêt de la violence de la part de toutes les parties, je suis persuadée qu'il y a une chance de progrès, progrès qui permettrait à tous les habitants de l'Afrique du Sud; quelle que soit leur couleur ou leur croyance, de jouer leur rôle légitime dans le gouvernement de leur pays dans des conditions de prospérité et de paix.

Quelles sont les raisons des déceptions et des lacunes des Nations Unies?

Pourquoi entendons-nous affirmer avec cynisme que les Nations Unies ne sont plus utiles; que tout ce qu'elles font, c'est adopter des résolutions; que les différends portés devant elles sont prolongés et non résolus; que toute action collective de la part d'un corps aussi disparate de nations sera nécessairement toujours faible et inefficace? Je crois que la réponse est double. Certains se sont bercés de l'illusion que l'Organisation des Nations Unies était censée être une sorte de gouvernement mondial. Elle est peut-être une sorte de parlement mondial; mais elle n'est pas et ne sera jamais un gouvernement mondial. Sa structure impose des limites à ce qu'elle peut faire.

Mme Thatcher (Royaume-Uni)

Deuxièmement, quand nous nous interrogeons sur les lacunes de l'Organisation, nous devrions commencer par nous regarder nous-mêmes. Les Nations Unies ne sont qu'un miroir qui reflète notre propre monde inégal, désordonné et divisé. Si nous n'aimons pas ce que nous voyons, il ne sert de rien de maudire le miroir; vaut mieux commencer par nous réformer nous-mêmes.

Notre tâche au bout de 40 ans est de redécouvrir aussi bien l'espoir que la détermination qui ont caractérisé la création des Nations Unies. Tout d'abord, nous devons reconnaître que dans la plupart des cas le pouvoir des organisations internationales dans le monde actuel est un pouvoir de persuasion et non de coercition. Les Nations Unies ne peuvent ni ne doivent essayer de dicter des solutions détaillées à des pays impliqués dans un différend. Seules les parties elles-mêmes peuvent arriver à des accords, que ce soient l'Union soviétique et les Etats-Unis, les Arabes et les Israéliens ou les Blancs et les Noirs en Afrique australe.

Nous devons aussi admettre qu'il n'est pas suffisant d'être d'accord en paroles, nous devons faire honneur à notre parole. Nous ne devons pas non plus chercher refuge dans une ambiguïté délibérée, dans un "forum de mots", parce qu'il est plus facile de parler que d'agir. On ne parviendra à aucune solution durable en affirmant une chose alors qu'on en pense une autre, ou en obtenant l'appui de la majorité pour une résolution uniquement parce que les mots peuvent avoir un sens différent pour différentes nations.

Nous devons savoir ce que nous voulons. Et le dire.

Mme Thatcher (Royaume-Uni)

Comme dans nos propres pays, aux Nations Unies aussi nous avons le devoir de maintenir l'efficacité et l'efficience de tout le système et d'obtenir davantage pour l'argent que nous dépensons. Les travaux des institutions spécialisées ne devraient pas être aiguillés vers des questions politiques qui ne relèvent nullement d'elles. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en est un exemple; c'est l'une des raisons qui ont activé notre intention de nous retirer. Les questions politiques relèvent de cette assemblée. Les organismes techniques sont là pour les questions techniques.

Nous ne pouvons nous passer de l'Organisation des Nations Unies, mais nous pouvons en tirer davantage. Il y a un grand nombre de nouveaux domaines où l'action internationale est nécessaire et où l'ONU peut prendre l'initiative. Nous avons pris certaines mesures à l'échelle mondiale pour nous attaquer à la famine en Afrique, mesures prises par les pays à économie de marché. Ce sont ces pays qui peuvent fournir assistance et aide alimentaire à ceux qui ont faim.

Nous devons faire davantage pour mettre fin au trafic international des stupéfiants, commerce de la mort qui détruit la vie de tant de jeunes. Nous devons essayer d'arrêter la culture des plantes d'où sont tirées les drogues. Nous devons intercepter leur transport, attraper et punir sévèrement les criminels responsables de leur vente. Les gouvernements - tous les gouvernements - doivent coopérer sans réserve à cet effort.

Et nous devons être plus résolus dans notre action pour venir à bout du terrorisme international. Le meurtre d'un Américain et d'un diplomate soviétique le mois dernier nous rappellent que nul n'est épargné. Nous devons tous reconnaître que face au terrorisme la faiblesse ne paie jamais.

Ce sont des problèmes contre lesquels les seuls efforts nationaux ne suffisent pas.

L'idéalisme et la fraîcheur d'esprit qui accompagnaient la naissance des Nations Unies ayant été mis à l'épreuve de l'école de la vie, il était inévitable que nous connaissions certaines déceptions. Mais ne nous lamentons pas sur ce qui n'a pas marché; tirons-en plutôt des enseignements. C'est Winston Churchill qui, une fois encore, a si bien exprimé dans sa description du voyage de la vie, l'attitude positive dont nous avons besoin :

Mme Thatcher (Royaume-Uni)

"Soyons satisfaits de ce qui nous est arrivé et soyons reconnaissants de tout ce qui nous a été épargné. Chérissons nos joies, mais ne nous lamentons pas sur nos peines. La lumière ne pourrait briller dans toute sa gloire si l'ombre n'existait pas. La vie est un tout : le bon et le mauvais doivent être acceptés ensemble."

Continuons à oeuvrer ensemble jusqu'à ce que l'Organisation des Nations Unies soit un véritable temple de paix où de nombreux pays pourront venir suspendre leurs boucliers.

Mme Margaret Thatcher, premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escortée de la tribune.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : L'orateur suivant est le Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande, S. Exc. le très Honorable David Lange.

M. David Lange, premier ministre de la Nouvelle-Zélande, est escorté à la tribune.

M. LANGE (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Aujourd'hui nous célébrons, mais nous le faisons sous une ombre menaçante car la course aux armements nucléaires nous menace tous. En fait, elle menace la survie même de la race humaine. Plus que jamais auparavant, les nations du monde ont besoin de régler pacifiquement leurs différends et de cesser d'utiliser la force les unes contre les autres. En cette occasion nous devons renouveler notre attachement à la Charte des Nations Unies et nous engager à respecter les obligations que nous avons acceptées en signant la Charte.

Quarante ans après, les Nations Unies sont plus que jamais remises en question. A quoi servent les Nations Unies? Que peuvent faire les Nations Unies pour nous aider ou pour sauver le monde? Il y a 40 ans, mon prédécesseur, Peter Fraser, qui dirigeait la délégation néo-zélandaise à la Conférence de San Francisco, a exprimé sa crainte en ces termes :

"Si ce moment fugace n'est pas saisi, le monde retombera à nouveau dans une période de désillusion, de désespoir et de malheur."

Je ressens aujourd'hui ce frisson de crainte. La vague actuelle de scepticisme au sujet des Nations Unies est inquiétante. Je ne suis qu'un peu plus âgée que l'Organisation. Je n'ai jamais connu la guerre ni la menace de guerre. Je soutiens que j'ai le droit de penser que l'Organisation des Nations Unies peut

M. Lange (Nouvelle-Zélande)

revendiquer le mérite de cet état de choses. Le scepticisme actuel m'amène à me demander quel espoir nous offrons aux jeunes et même quelle notion du monde nous leur léguons. Je pense, comme Peter Fraser, que cet organe est

"...peut-être la dernière possibilité que les nations du monde auront de former une organisation pour maintenir la paix et empêcher l'agression."

Ceux qui critiquent les Nations Unies concèdent parfois qu'elles ont réalisé des progrès utiles dans le domaine économique et social, notamment en éliminant les maladies et en sauvant la vie de millions de personnes menacées de famine. Ceux qui critiquent l'Organisation accordent le mérite de ces réalisations aux institutions directement concernées : l'Organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial. Il est certain que ces institutions méritent les éloges et elles méritent également qu'on les soutienne et appuie financièrement. La Nouvelle-Zélande, pour sa part, appuie assurément l'objectif de l'immunisation de tous les jeunes enfants du monde d'ici 1990. Ce que les critiques ne reconnaissent pas toujours, c'est que la plupart des institutions, sinon toutes, doivent leur existence même à l'ONU. A San Francisco, la Nouvelle-Zélande a proposé qu'on octroie au Conseil économique et social le statut d'organe principal, comme le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Nous en sommes fiers car c'est le Conseil économique et social qui a lancé les programmes des Nations Unies les plus réussis, y compris le FISE et les programmes des Nations Unies d'assistance technique. C'est également ce conseil, de concert avec l'Assemblée générale, qui donne sa cohésion au système complexe qui s'est élaboré autour des Nations Unies, en soulignant constamment les besoins de pays en développement.

Ces besoins sont considérables et toujours croissants. Les revenus par habitant dans la plupart des pays en développement diminuent. Le fardeau de la dette devient intolérable. Une pauvreté criante est la réalité quotidienne d'une quantité innombrable d'êtres humains, et la communauté internationale n'a pas su répondre de façon satisfaisante à tous ces problèmes. Les courants de ressources nets vers les pays en développement sont, dans leur ensemble, devenus négatifs. Nous pouvons tirer quelque espoir des idées novatrices et constructives émanant de la réunion à Séoul de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Je tiens à souligner que, lors de leur récente réunion aux Bahamas, les dirigeants du

M. Lange (Nouvelle-Zélande)

Commonwealth ont déclaré qu'il était nécessaire de renouveler d'urgence le consensus sur la coopération internationale pour le développement au sein du système des Nations Unies et de revitaliser les institutions multilatérales.

Au moment où nous participons aux festivités somptueuses de cette célébration, nous devons nous engager à élargir et à renforcer le consensus qui, pour les deux tiers de l'humanité, n'est pas une idée abstraite mais ce qui peut devenir une question de vie et de mort.

M. Lange (Nouvelle-Zélande)

L'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont joué un rôle clef dans un autre domaine où l'on reconnaît que les Nations Unies ont accompli quelque chose - le domaine des droits de l'homme. Là, les Nations Unies ont ouvert un champ tout à fait nouveau en définissant les normes de comportement que les gouvernements doivent appliquer à leurs propres citoyens et en établissant le mécanisme nécessaire pour en suivre l'exécution. Elles ne peuvent pas exiger l'application des normes qu'elles ont fixées. Les droits de l'homme continuent d'être violés en maints endroits : la torture, par exemple, est probablement aussi répandue aujourd'hui qu'elle l'était il y a 1 000 ans. Ce qui nous indigne le plus, c'est cette forme légalisée du racisme qu'est l'apartheid. Les Néo-zélandais s'efforcent d'édifier une société fondée sur l'harmonie et l'égalité raciales. Nous avons montré dans les actes que nous sommes prêts à travailler avec la communauté internationale pour mettre fin à l'apartheid et promouvoir les normes énoncées dans la Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies. Nos actes témoignent des convictions profondes et largement débattues de la grande majorité de notre peuple.

Beaucoup est à mettre à l'actif des Nations Unies pour tout ce qu'elles ont fait et sont en train de faire dans le domaine des droits de l'homme ainsi que dans le domaine de la coopération économique et sociale. Ce sont peut-être là ses contributions les plus tangibles à l'amélioration du sort des simples citoyens à travers le monde. Nous ne devons pas l'oublier. Nous devrions en être fiers. Mais comme l'a dit Fraser à San Francisco, "le maintien de la paix est le problème primordial auquel nous sommes confrontés". La question est de savoir ce qu'ont accompli les Nations Unies dans ce secteur crucial.

Ceux qui critiquent les Nations Unies citent toutes les guerres qui ont été menées depuis 1945 et demandent bien haut ce qu'elles ont fait pour préserver les générations du fléau de la guerre. Ils demandent rarement, ensuite, pourquoi les Nations Unies n'ont pas été capables d'empêcher la guerre. Pourtant, la réponse à cette deuxième question est aussi claire que la réponse à la première. Depuis l'origine, les grandes puissances ont été incapables de coopérer de manière suffisamment étroite pour que le Conseil de sécurité fonctionne comme prévu. Mon prédécesseur l'avait tout à fait prévu en 1945. Il avait dit : "Le veto peut avoir des effets destructeurs non seulement du point de vue de l'objectif principal de l'Organisation internationale, mais du point de vue de l'Organisation elle-même".

M. Lange (Nouvelle-Zélande)

Le Conseil de sécurité remplit des fonctions utiles - c'est notamment un organe que les pays peuvent rapidement saisir lorsqu'ils sont attaqués. Mais le problème central est d'arrêter l'utilisation de la force par les Etats, en particulier par les grandes puissances contre les petites; c'est là que l'Assemblée générale joue le rôle clef.

Grâce à un amendement proposé par la Nouvelle-Zélande à San Francisco, l'Assemblée générale est libre de discuter de n'importe quel problème à n'importe quel moment, même si le Conseil de sécurité en est déjà saisi. Les critiques prétendent que l'Assemblée a abusé de ce pouvoir et ils l'accusent de faire deux poids, deux mesures. Voyons le dossier. En 1983, l'Assemblée a étudié trois cas dans lesquels de petits pays avaient été victimes d'une invasion armée. Cent cinq membres ont voté le retrait des forces étrangères du Kampuchea. Cent huit ont voté le retrait des forces étrangères de la Grenade. Cent quinze ont voté le retrait des forces étrangères de l'Afghanistan. En quoi y a-t-il eu deux poids, deux mesures? L'observateur impartial serait plutôt amené à conclure que l'Assemblée générale a agi de manière plutôt impartiale et a fait tout ce que lui permettait la Charte pour dissuader les forts d'employer la force contre les faibles. Est-ce ou non suffisant? Cela dépend des grandes puissances.

Je parle au nom d'un petit pays. Dag Hammarskjöld nous a souvent rappelé que cette instance était avant tout l'Organisation des petits pays, non pas seulement parce que nous en avons besoin, non pas seulement parce que nous avons le nombre nécessaire mais parce que nous avons une contribution à apporter. Cette contribution sera d'autant plus grande que nous aurons présent à l'esprit que la solidarité régionale ou de groupe, lorsqu'elle est poursuivie de manière inflexible, peut souvent être l'ennemie de l'efficacité. Qu'il s'agisse de la sécurité internationale ou de la gestion de l'économie internationale, les pays petits et vulnérables ont plus de choses en commun entre eux qu'ils n'en ont avec les grandes puissances. Il faut à la fois de la volonté et du courage politiques pour renoncer aux appels de la géographie et de l'idéologie. Au sein de cette organisation, une large coalition des petits pays par-delà les lignes de démarcation des groupes régionaux et autres non seulement répond au bon sens, mais encore serait tout à fait à même de contribuer de façon convaincante au règlement des conflits.

M. Lange (Nouvelle-Zélande)

En agissant ensemble, nous, petits pays, devons toujours placer l'efficacité avant les grandes déclarations; nous devons chercher à obtenir des résultats plutôt que des victoires illusives. Nous ne parviendrons à progresser véritablement que si nous cherchons un accord durable sur les solutions adoptées et pour y parvenir, il faut que tous soient maîtres dans l'art des faibles et des vulnérables - l'art de la négociation, de la médiation, de la conciliation, du compromis. Mais nous ne devons jamais transiger sur les principes fondamentaux de la Charte. Ceux-ci doivent être défendus sans crainte par les petits et les grands. En effet, cette charte et ces principes sont la pierre angulaire de la primauté du droit entre les nations qui constitue le cadre de l'existence, de la survie et de la prospérité économique des petits Etats. N'oublions pas que les statuts de la Cour internationale font partie intégrante de la Charte et que chaque Membre des Nations Unies s'est engagé à en respecter les décisions. Je crains qu'à long terme, nous ne parvenions pas à instaurer la paix et la sécurité internationales tant que la primauté du droit ne sera pas renforcée par l'acceptation étendue de la juridiction de la Cour. S'il est bien un grand progrès que nous pourrions faire pour marquer cet anniversaire, ce serait de nous engager véritablement à adopter un système de règlement des différends ayant force obligatoire.

J'en reviens aux grandes puissances et au fait que nous dépendons d'elles pour qu'il soit mis fin à la course aux armements. Les Etats-Unis et l'Union soviétique se sont engagés à poursuivre ce but; nous leur en sommes reconnaissants. Ils se préparent maintenant à discuter du problème dans le cadre d'une réunion au sommet; nous prions pour qu'elle soit couronnée de succès. En effet, la course aux armements nous menace tous - non seulement les petits pays tels que le mien mais également les grands pays et les superpuissances elles-mêmes. Les Néo-zélandais sont effarés par les conséquences de la concurrence technologique obsessionnelle que se font les puissances nucléaires. Nous ne pouvons tout simplement pas comprendre comment on peut arrêter la course aux armements en accumulant de plus en plus de moyens perfectionnés de destruction massive. Il n'est pas dans le pouvoir des Nations Unies d'arrêter la course aux armements mais elles peuvent apporter une contribution importante en rappelant constamment aux puissances nucléaires quelles sont leurs responsabilités. Avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande continuera d'insister sur la nécessité de l'interdiction complète des essais nucléaires, car c'est le moyen le plus efficace d'atteindre le but que poursuivent tous les pays.

M. Lange (Nouvelle-Zélande)

Les Nations Unies n'ont pas accompli tout ce que l'on avait espéré en 1945, on ne peut le nier. Elles n'ont pas atteint tous leurs buts parce que certains de leurs Membres n'ont pas voulu honorer leurs engagements. Pour citer à nouveau Peter Fraser, "c'est un problème moral et non pas seulement de fonctionnement. La Société des nations ... a échoué parce que ses Membres n'ont pas accompli ce qu'ils s'étaient engagé à accomplir". Si les Nations Unies devaient échouer, ce serait pour la même raison.

Mais les Nations Unies n'ont pas échoué. La Charte est le fondement du système juridique international qui régit notre vie depuis 40 ans. Ses principes clefs sont l'autodétermination des peuples, l'égalité souveraine des Etats et le non-recours à la force. Bien que l'on ait lamentablement abusé de ces principes, ils sont acceptés par presque tous les Etats et ils sont encore généralement respectés. Depuis 1945, plus de 100 pays anciennement sous domination coloniale ont accédé à l'indépendance, y compris un certain nombre de pays du Pacifique Sud.

M. Lange (Nouvelle-Zélande)

C'est là une grande réalisation dont on attribue habituellement presque tout le mérite aux Nations Unies. Ce qui est non moins important est que cette même centaine de pays a résisté à toutes les pressions qui ont été exercées sur elle et a préservé son indépendance jusqu'à ce jour. Là aussi, on ne peut nier que l'Organisation des Nations Unies mérite quelques éloges. La Charte et l'Organisation qui la défend ont permis aux pays et aux peuples de jouir de leur liberté plus que jamais auparavant. Cette réalisation n'est pas négligeable.

Ceux qui critiquent les Nations Unies ne parlent pas souvent de l'alternative. Ils laissent seulement entendre que le monde serait plus sûr ou meilleur, du moins pour leur propre pays. Pour voir ce que serait en fait le monde sans l'ONU, nous devons remonter très loin en arrière, avant la création de la Société des Nations - en fait jusqu'à 1914. Il n'y avait pas beaucoup de place pour les petits pays dans ce monde-là et cela ne s'est pas terminé de façon très pacifique non plus. Ce grand Américain, Franklin Roosevelt, a dit juste avant sa mort que la création de l'Organisation des Nations Unies

"marquait, et devrait marquer, la fin du système reposant sur les actions unilatérales, les alliances exclusives, les sphères d'influence, l'équilibre des forces et sur tous les autres expédients qui ont été essayés pendant des siècles et qui ont toujours échoué".

L'Organisation des Nations Unies n'a pas comblé tous les espoirs qu'elle avait suscités. Elle ne peut atteindre tous ses buts tant que ses membres n'y sont pas disposés. Elle ne peut pas mettre un terme à la course aux armements et à l'emploi de la force si les grandes puissances le lui permettent et non pas avant. Mais l'ONU permet aux peuples de la terre de jouir de plus de liberté qu'ils n'ont jamais pu le faire auparavant et découragent activement l'emploi de la force par les grands contre les petits. L'ONU et sa charte nous offrent encore le meilleur espoir de substituer la primauté du droit aux destructions de la guerre.

La Nouvelle-Zélande croit en cette organisation. Nous y sommes attachés et nous l'appuierons. Elle peut aider à forger un monde caractérisé par la paix, la liberté et la justice, un monde dont pourront enfin hériter les doux.

M. David Lange, premier ministre et ministre des affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande est escorté de la tribune.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je donne maintenant la parole à l'orateur suivant, S. Exc. M. Edouard A. Chevardnadzé, ministre des affaires étrangères et envoyé spécial du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

M. CHEVARDNADZE (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Je voudrais en premier lieu, m'acquitter d'une mission importante et rendre public le message de Mikhaïl Sergeevitch Gorbatchev, secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, à M. Javier Pérez de Cuéllar, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et aux participants à la séance commémorative de l'Assemblée générale de l'ONU consacrée au quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies :

"J'adresse mes salutations à vous et à tous les participants à la séance commémorative de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. L'Organisation des Nations Unies doit sa naissance à la victoire des peuples épris de liberté sur le fascisme et le militarisme. Il est, donc, logique que dans les toutes premières lignes de sa charte, l'Organisation des Nations Unies proclame sa résolution de préserver les générations futures du fléau de la guerre, à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage.

La Charte des Nations Unies, entrée en vigueur le 24 octobre 1945, jour considéré comme l'anniversaire de l'Organisation, a résisté à l'épreuve du temps, et l'Organisation elle-même est devenue un facteur important du système des relations internationales. Elle aussi a contribué à ce qu'au cours des 40 dernières années, l'humanité a su éviter une nouvelle guerre mondiale. Cependant, aujourd'hui, comme jamais durant toute cette période, il est nécessaire de déclarer ouvertement et bien haut : la tâche principale fixée par la Charte des Nations Unies n'est toujours pas accomplie - les garanties d'une paix durable ne sont pas créées. Aujourd'hui plus que jamais, des efforts communs des Etats et des peuples sont indispensables pour écarter de l'humanité la menace de la catastrophe nucléaire qui pèse sur elle.

Sur le plan pratique, pour y arriver, il convient avant tout de mettre un terme à la course aux armements sur la terre et la prévenir dans l'espace. De nouveaux efforts sont également nécessaires afin d'étouffer les foyers régionaux de tension et de liquider les vestiges du colonialisme dans toutes ses manifestations. En outre, d'autres tâches urgentes se posent en grand nombre devant les Nations Unies : contribuer au moyen de la mise en oeuvre de mesures réelles du désarmement à dégager des ressources pouvant être utilisées à des fins créatrices, à éliminer le retard et la famine, les maladies et la misère. Ces mêmes buts doivent être poursuivis par la restructuration des

M. Chevardnadzé (URSS)

relations économiques internationales sur une base démocratique et équitable, par la garantie des droits et des libertés authentiques de l'homme, et, en premier lieu, de son droit à vivre en paix.

Si nous parlons de toutes ces questions, c'est que nous sommes profondément convaincus qu'en dépit de la solennité d'un événement tel que le quarantième anniversaire de l'Organisation, l'attention principale des Etats membres doit se porter sur les efforts visant à rendre les activités des Nations Unies encore plus efficaces et plus riches en résultats concrets.

L'Union soviétique, l'un des fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et membre permanent du Conseil de sécurité, continuera à contribuer par tous les moyens à l'accomplissement par l'Organisation mondiale de sa haute mission sur la base de la stricte observation de sa charte".

Le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies est une date spéciale dans le calendrier de la vie internationale. En faisant resurgir dans notre mémoire la tragédie et la grande victoire de l'humanité, elle nous incite à scruter le monde qui nous entoure et à réfléchir plus profondément sur ce que nous pouvons et devons faire pour que ce monde soit stable et équitable.

La création de notre organisation fait penser à une coutume populaire. Quand un homme se met à bâtir sa maison, toute la communauté lui vient en aide. La maison tout entière, du fondement jusqu'à la toiture, est érigée grâce aux efforts communs des hommes et des femmes, des vieillards et des enfants, qui estiment à juste titre que c'est l'unique façon de construire une maison pour que la paix et le bonheur y règnent toujours. Une telle coutume existe dans de nombreux pays et elle est pleine d'un profond sentiment humaniste confirmant une vérité simple : il y a plus dans la vie de ce qui unit les hommes que de ce qui les sépare.

Il y a 40 ans, la communauté internationale a fait preuve de sagesse, a su mobiliser ses forces pour bâtir la maison de la paix et de la sécurité universelle. Cette maison s'appelle l'Organisation des Nations Unies.

M. Chevardnadzé (URSS)

Nous sommes fiers de la participation active de l'Union soviétique à l'établissement de ses fondements; nous sommes fiers de la contribution apportée par notre Etat en commun avec les pays socialistes et les autres Etats épris de paix à la réalisation des nobles objectifs inscrits dans la Charte des Nations Unies.

L'Organisation des Nations Unies a été créée par des hommes qui ont porté sur leurs épaules le fardeau écrasant de la plus atroce des guerres. Les générations présentes, auxquelles elle a aussi infligé des souffrances et des malheurs, ont le devoir de remettre à leurs descendants un monde où il n'y ait plus d'engins d'autodestruction totale. Telle est, comme l'a souligné Mikhaïl Gorbatchev, la mission principale des générations d'aujourd'hui.

C'est bien ainsi que les pays de la communauté socialiste agissent dans l'arène internationale et cela est confirmé dans la Déclaration adoptée à la Conférence du Comité politique consultatif des Etats membres du Traité de Varsovie qui vient de s'achever à Sofia.

En ces journées du jubilé, il n'est que raisonnable de vouloir dresser le bilan des années écoulées. Quel est donc le bilan pour l'essentiel? La réponse est simple et laconique : cette période n'a pas connu de guerre mondiale. Le mérite en revient aussi à l'Organisation des Nations Unies, forum universel des Etats, organisation unique en son genre, sans laquelle seraient impensables les relations internationales contemporaines. Quoi que l'on dise, et parfois à juste titre, des défauts, des échecs, des espoirs non réalisés, il y a un fait irréfutable : l'Organisation des Nations Unies jouit d'une autorité et d'un prestige considérables et universellement reconnus. L'homme a du mal à vivre seul. Cette maxime est également applicable à des peuples entiers. Dans ce monde, tout aussi uni que divisé, des peuples entiers ont besoin de soutien et de protection. C'est justement auprès de l'Organisation des Nations Unies qu'ils peuvent espérer les trouver.

Aucune occasion historique n'est tournée uniquement vers le passé. Et la meilleure façon de célébrer un anniversaire est de se concentrer sur les problèmes en suspens. Portons donc notre attention collective sur les problèmes qui malheureusement ne nous autorisent pas à déclarer que toutes les exigences et tous les principes de la Charte des Nations Unies sont mis en pratique totalement et partout.

M. Chevardnadzé (URSS)

Le problème primordial reste entier, celui consistant à garantir la paix aux générations présentes et futures. Qui plus est, il est plus aigu que jamais. Aujourd'hui, notre planète est déchirée par des désastres et des inquiétudes. Mais le plus grand fardeau pour l'humanité est représenté par la course aux armements qui la pousse inéluctablement vers le bord de l'abîme. Notre devoir c'est d'arrêter cette course, puis de la renverser, et de prévenir son extension à l'espace extra-atmosphérique.

Au concept de la "guerre des étoiles" l'Union soviétique oppose celui de la "paix des étoiles" et d'une paix durable sur terre. Récemment, le camarade Gorbatchev a exposé le programme soviétique des mesures décisives visant à arrêter la course aux armements et à assainir la situation internationale en général.

L'Union soviétique propose un monde sans armes dans l'espace. L'Union soviétique propose un monde où les armements nucléaires seront radicalement réduits pour être ensuite totalement éliminés. L'Union soviétique propose un monde où l'URSS et les Etats-Unis donneront un exemple aux autres puissances nucléaires et arrêteront tous les essais nucléaires. L'Union soviétique propose un monde où l'URSS et les Etats-Unis renonceront à la création de nouveaux armements nucléaires, gèleront leurs arsenaux, interdiront et détruiront leurs systèmes antisatellites.

Nous avons proposé une solution radicale concernant les armements nucléaires de moyenne portée en Europe; nous avons retiré du service opérationnel une partie de nos missiles de moyenne portée installés dans la zone européenne. En cas d'accord correspondant, nous n'augmenterons pas non plus le nombre de tels missiles dans la partie asiatique du pays à moins que la situation stratégique n'y change de manière substantielle.

A notre avis, les mesures radicales dans le domaine du désarmement nucléaire doivent aller de pair avec une large gamme de mesures concrètes de détente militaire et de renforcement de la confiance.

Et tout cela, sous un contrôle strict et efficace. Dans le cas où le contrôle par les moyens techniques nationaux ne peut assurer le degré nécessaire de confiance nous sommes prêts à le renforcer par des procédures complémentaires mutuellement acceptables.

Nous le disons avec toute la clarté voulue car d'aucuns voudraient convaincre l'opinion mondiale que l'Union soviétique s'oppose au contrôle.

M. Chevardnadzé (URSS)

Ces allégations proviennent de ceux qui, en concevant des types nouveaux d'armements perfectionnés cachent délibérément la vérité : plus il existe d'armes dans le monde, plus il est difficile de les contrôler. Ces affirmations proviennent de ceux qui mettent au point de nouveaux armements destinés d'emblée à rendre le contrôle plus compliqué. Pour notre part, nous leur répondons par une question : êtes-vous prêts, comme nous le sommes, à démolir des centaines de missiles et d'avions, des milliers d'ogives nucléaires? Répondez par un "oui" et nous saurons sûrement nous entendre sur le contrôle.

Il est tout aussi important d'appliquer les traités déjà signés, ou, pour reprendre le langage de la Charte des Nations Unies, de les respecter. Cela signifie qu'il est inadmissible de les interpréter unilatéralement et arbitrairement. On ne peut pas, par exemple, interpréter le Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles comme permettant la création d'un système d'envergure de défense antimissiles, installé, de surcroît dans l'espace. A ce propos, je citerai le texte intégral de l'article 5 du Traité, il faut le faire :

"Chaque partie s'engage à ne pas créer, essayer et déployer les systèmes et les éléments de défense antimissiles basés en mer, dans l'air, dans l'espace où les systèmes mobiles basés au sol."

Y-a-t-il quelque chose qui ne soit pas clair? Qu'y a-t-il à interpréter?

Nous espérons que les Etats-Unis adopteront une position qui permettra d'aboutir, au prochain sommet soviéto-américain à un accord de principe sur les questions examinées au cours des négociations de Genève. Cela serait, à n'en pas douter, le meilleur cadeau d'anniversaire pour l'Organisation des Nations Unies.

C'est à cela que s'attendent avec impatience tous les peuples de la planète.

Mais, de nos jours, personne n'a le droit d'attendre sans entreprendre de concret. Chaque Etat et notre organisation dans son ensemble peuvent et doivent apporter leur contribution à l'instauration d'une paix stable et durable, ouvrir devant les peuples les perspectives d'une vie heureuse dans le troisième millénaire. Comme le soulignait le camarade Mikhaïl Gorbatchev :

"Le développement international est arrivé à un seuil qu'on ne saurait franchir sans prendre des décisions engageant une grande responsabilité et visant à poser des limites à la course aux armements et à arrêter le glissement vers la guerre. On ne saurait reporter ces décisions sans risquer de perdre le contrôle des processus dangereux qui menacent l'existence même de l'humanité".

M. Chevardnadzé (URSS)

Oui, nous avons réussi jusqu'à maintenant à préserver le monde du fléau d'une "grande" guerre, ce qui est déjà un immense succès. Mais est-ce que cela peut alléger les souffrances de peuples entiers victimes de guerres dites "petites"? Elles apportent aux hommes et aux nations des souffrances qui ne sont pas petites mais énormes; elles leur causent un malheur inouï, les rejettent dans leur développement social et économique à des dizaines d'années en arrière. En témoigne le Viet Nam où ni les hommes ni la nature ne peuvent jusqu'à présent se remettre des conséquences de l'agression barbare qui a défiguré le pays entier par le napalm et les substances chimiques.

En témoignent le Proche-Orient et l'Afrique australe où la terreur pratiquée par Israël et l'Afrique du Sud est devenue une cruelle réalité quotidienne pour plusieurs générations. En témoignent l'Afghanistan et le Nicaragua, où des milliers d'hommes périssent des balles des tueurs à gages - des douchemans et des "contras".

M. Chevardnadzé (URSS)

Le droit à la sécurité est un droit universel. L'Union soviétique ne dissocie pas sa sécurité de celle des autres Etats. Nous nous prononçons résolument pour que la paix soit garantie à tous les peuples en vertu de la Charte des Nations Unies. Cette approche est à la base de tous nos efforts visant à prévenir et à faire cesser des conflits armés dans les différentes régions du monde, à obtenir un règlement juste des situations explosives. Au seuil de sa cinquième décennie, l'Organisation des Nations Unies doit, à notre avis, réserver, dans le cadre de ses priorités une place de choix à la solution de ce problème.

La sécurité a beaucoup de dimensions. L'agression, le terrorisme d'Etat, la démonstration de la force sont loin d'être les seules sources de danger qui menacent les hommes, leur liberté, leurs droits et leur dignité. Il existe un lien direct entre le militarisme extérieur d'un Etat et l'ambiance morale à l'intérieur. Le culte de la supériorité, de la force brutale, l'incitation à l'animosité et à la haine envers d'autres peuples, le crime organisé se transforment inévitablement en une négation des droits économiques et sociaux de l'homme, de sa sécurité et de sa liberté individuelles.

De même, la foi dans les droits et la dignité de l'individu ne pourront s'affermir là où la couleur de la peau et l'anthropologie prédéterminent la place de l'homme dans la société, limitent ses aspirations, ses possibilités et son bien-être matériel. Le racisme dans toutes ses formes et manifestations - de l'apartheid brutal à la discrimination raffinée dans certaines prétendues démocraties - représente la violation la plus flagrante des droits de l'homme.

A chaque moment, la vie nous montre que l'homme ne conçoit pas sa dignité en dehors de celle de son peuple. Et quand un peuple est humilié, il est humilié jusqu'à sa moindre parcelle, l'homme. Il est impossible d'accepter que certains peuples soient privés de leur droit à la patrie, à la terre natale où se trouvent leurs racines historiques, et qu'ils soient privés de droit à leur propre Etat, aux institutions nationales les plus importantes.

Il ne reste plus de taches blanches sur le globe, mais, en revanche, des taches noires ont apparu : des territoires d'où des peuples entiers ont été chassés par la force des armes et par la terreur. La notion d'un peuple sans abri constitue une tache noire sur la conscience de l'humanité. Tant que le peuple palestinien n'aura pas la possibilité de créer son propre Etat, tant que le peuple de la Namibie n'accédera pas à l'indépendance, l'Organisation des Nations Unies ne pourra échapper au sentiment amer d'un devoir non accompli.

M. Chevardnadzé (URSS)

Tant qu'à l'ONU existera une liste sinistre composée de territoires coloniaux et dépendants, tant qu'existeront des "enclos" pour les êtres humains sous forme de divers types de réservations et de bantoustans, notre Organisation portera le fardeau écrasant du sentiment de culpabilité.

La destinée des hommes subit l'impact dramatique de la grave situation de l'économie mondiale. Des millions d'hommes à la recherche du travail se déplacent à travers le monde en constituant une catégorie de citoyens de "qualité inférieure", de ceux qui sont privés de tous les droits et exploités sans pitié. Le fossé qui sépare les pauvres et les riches, qu'il s'agisse d'êtres humains ou de pays, grandit sans cesse. Des dizaines d'Etats se sont retrouvés dans la situation de débiteurs, en premier lieu parce que l'impérialisme résoud à leurs dépens ses propres problèmes économiques, désamorce les paroxysmes de crises, finance ses programmes militaires. L'ordre économique néocolonialiste imposé farouchement protégé fait subir à ces Etats des pertes sociales énormes, et les prive de leur liberté politique.

On pourrait prétendre que les emprunts et les dettes sont l'affaire de chaque Etat. Certes, mais quand ils menacent de désorganiser tout le système économique mondial, ce problème ne peut pas ne pas retenir l'attention toute particulière de l'Organisation des Nations Unies. Cela est d'autant plus vrai qu'un des objectifs essentiels fixés dans sa Charte est de favoriser "le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande".

Je pense que je pourrais sans risque de me tromper suggérer que chacun de nous présent dans cette salle se demande quelle est la contribution de son pays à ce forum, se demande, en montant à cette tribune, si sa conscience est nette devant la communauté mondiale et devant sa patrie.

L'Union soviétique n'est pas venue à cette session les mains vides; sa conscience est nette. Le pays et le peuple qui ont tant enduré pendant la guerre que même aujourd'hui, 40 ans après, ses plaies les font souffrir, proposent un grand ensemble de mesures constructives et réalistes, aptes à réduire au minimum le risque d'une catastrophe générale. Nos regards sont tournés vers le lendemain, mais c'est au nom de ce lendemain que le risque doit être éliminé aujourd'hui. Le temps presse et l'avenir, comme disait Albert Einstein, ne tardera pas à arriver.

Le passé de notre organisation constitue pour nous tous un patrimoine inestimable. Il représente une réalité nouvelle confirmée par le fait que ce n'est plus un groupe d'Etats qui forme l'opinion aux Nations Unies, mais la majorité dont

M. Chevardnadzé (URSS)

la volonté ne peut plus être soumise au diktat de qui que ce soit. Il représente une sagesse collective, capable de prévenir des appréciations hâtives, des erreurs tragiques et des décisions irréfléchies. Il représente des institutions bien réglées permettant à 159 Etats de communiquer. Le fait même que ces Etats, si différents, si peu semblables soient capables de trouver - pas toujours il est vrai - un langage commun, de formuler conjointement des critères moraux élevés, est également un énorme mérite de notre organisation. Il représente enfin une expérience qui, dans son ensemble, exerce une influence positive sur le processus de réalisation des tâches qui se posent aux Nations Unies et au monde entier. Pour nous il est une source d'optimisme dont l'humanité a tant besoin aujourd'hui, une source de confiance en sa sagesse et en son avenir.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je donne maintenant la parole au Ministre des relations extérieures et Envoyé spécial du Président de la République française, M. Roland Dumas.

M. DUMAS (France) : "Un monde meilleur!", telle était la mission confiée à San Francisco à la Charte de l'Organisation qui nous réunit ici.

Quarante années plus tard, l'espoir que les peuples épuisés par trop de guerres avaient mis dans l'aménagement des rapports entre les nations pour la paix et par la coopération, continue de vivre. Il s'est répandu et il a pris une force nouvelle. Les attentes et les espérances qui se tournent aujourd'hui vers nous ne sont pas moins grandes que ce qu'elles étaient alors. Répondons avec enthousiasme, avec foi, chacun à sa place, chacun avec ses moyens.

Oui, pour la France, l'engagement pris il y a 40 ans mérite encore et toujours d'être tenu. Oui, pour la France, l'espoir de voir le dialogue et la coopération remplacer à tout jamais la fureur des armes vit toujours. Oui, la France veut partager avec les autres nations une même volonté de bâtir un avenir commun à l'ensemble de l'humanité.

M. Dumas (France)

Notre Organisation est sortie des décombres de la guerre. Les vainqueurs d'alors renouvelèrent le pari de 1919 : ils choisirent la voie du droit et de l'engagement collectif pour préserver la paix future et accroître la prospérité du monde. Mais ils surent tirer avec sagesse les leçons de l'histoire. La Société des Nations, paralysée presque aussitôt qu'enfantée, avait eu le mérite d'ouvrir la voie, de promouvoir les principes, de rassembler les hommes. Mais sa faiblesse structurelle était grande. Les tragiques événements que connurent l'Europe, l'Afrique ou l'Asie entre les deux guerres, la grande crise que connut alors l'économie mondiale l'ont abondamment illustrée. Sachons nous en souvenir en ce jour de quarantième anniversaire.

Fortes de cette expérience, les "Nations Unies", présentes à San Francisco en juin 1945, adoptèrent une Charte dont le plus grand mérite était de fonder la recherche d'un nouvel ordre mondial, pacifique, sur des engagements et des mécanismes réalistes tenant compte du véritable équilibre des forces dans le monde et faisant appel à la modération et à l'esprit de responsabilité des partenaires dans l'oeuvre commune de la sécurité et de la prospérité collectives. La France reste attachée à l'esprit qui animait les bâtisseurs de San Francisco. Elle pense que les fondations et les structures de l'édifice qui nous rassemble sont solides et saines. Organiser la paix, prévenir la guerre, travailler à l'émancipation et à l'organisation de la grande société des hommes : quoi de plus noble, mais aussi quoi de plus difficile?

Faire prévaloir la négociation sur la force, l'échange sur l'exploitation, la liberté sur la contrainte : quoi de plus juste, mais aussi quoi de plus malaisé?

La paix d'abord : sans doute la paix globale a-t-elle été préservée; une troisième guerre mondiale n'a pas éclaté, mais les conflits locaux ont été et sont nombreux et meurtriers. Trop souvent, les superpuissances, oubliant les promesses faites et les engagements souscrits, ont poursuivi leurs propres stratégies, sourdes aux appels des plus faibles.

Bien sûr, la France n'entend pas nier le rôle de l'équilibre des forces entre les deux grands, qui a pu et peut constituer un facteur de stabilité. Mais elle attend d'eux qu'une réduction négociée de leurs forces ouvre la voie au processus de désarmement nucléaire auquel elle pourrait se joindre le moment venu. Jusque-là, elle maintiendra les forces nécessaires à sa sécurité. Le Président de la République française vient à nouveau de le rappeler de la façon la plus

M. Dumas (France)

ferme en réponse à des propositions qui lui étaient faites. Pour cette raison également les forces françaises ne sauraient être l'objet d'une prise en compte dans une négociation quelconque que nous approuvons mais qui nous est étrangère.

L'existence de blocs n'en recèle pas moins de graves dangers, dès lors que l'un ou l'autre attise des feux qui ne demandent trop souvent qu'à se rallumer et que s'étend le champ de la course aux armements. Nous ne pouvons accepter qu'en raison de la rivalité Est-Ouest se développent sans cesse de nouvelles zones de tension et que se déclenchent de nouveaux conflits entre Etats voisins.

Trop de régions dans le monde connaissent aujourd'hui la guerre, et son cortège de deuils et de souffrances, pour que notre Organisation puisse s'y résigner comme à une fatalité et relâcher ses efforts en faveur du maintien de la paix. Le Conseil de sécurité joue, à cet égard, un rôle décisif à nos yeux. Nous devons avoir la volonté politique de renforcer son action. Aussi avons-nous écouté avec le plus grand intérêt les déclarations du président Reagan qui témoignent d'une volonté évidente de dialogue dans ce domaine.

L'Organisation des Nations Unies, loin d'être un simple témoin, doit participer activement à la solution des conflits régionaux. La France est prête à l'y aider. Elle a payé avec le sang de ses enfants le prix de sa participation aux éléments des Nations Unies déployés de par le monde pour séparer les combattants et promouvoir un règlement des différends.

Mon pays tient à rendre hommage à l'action inlassable et résolue du Secrétaire général et à tous ceux qui, malgré les échecs et les reculs, sans être rebutés, persévèrent dans la voie difficile du dialogue et de la négociation.

Cinquante et un Etats participèrent en 1946 à la première Assemblée générale. Cent cinquante-neuf y sont représentés aujourd'hui. Ces deux chiffres montrent le chemin parcouru. L'accession à l'indépendance de la presque totalité des pays du tiers monde a bouleversé les règles d'un jeu réservé auparavant à quelques nations. Avec ces nouveaux Etats, la revendication d'un nouvel ordre mondial, assurant une juste place à chacun dans les échanges mais aussi dans le règlement des affaires du monde, a pris une dimension tout à fait nouvelle.

Les grandes conférences qui ont suivi celle de Bandung ont affirmé la nécessité d'un engagement accru en faveur de tous les objectifs fixés par la Charte, en particulier dans le domaine du développement. Souvenons-nous, en effet, que pour le plus grand nombre de ceux qui sont représentés ici, le développement

M. Dumas (France)

est l'autre nom de la paix. Or, chaque jour, la misère et le désespoir tuent. Les Nations Unies d'aujourd'hui reflètent dans leur composition la montée puissante d'une jeunesse le plus souvent déshéritée qui aspire à la dignité et au bien-être. Sachons pour l'avenir organiser la relève des générations. Sachons nous mettre à l'écoute de tout ce que nous apporte cette universalité qui est le fondement même des Nations Unies. Sachons reconnaître qu'il y a place parmi nous, à côté des rapports de force entre les nantis, pour l'expression des tourments et des difficultés d'un monde nouveau qui émerge.

La France s'emploie, avec ses partenaires européens, à poser, notamment par les accords de Lomé, les premiers jalons d'une organisation plus harmonieuse des rapports d'interdépendance qui lient, sur le plan de l'économie, des échanges, des capitaux, des savoir-faire, tous les pays du monde.

L'endettement du tiers monde, on le sait, a atteint les limites de ce qui était acceptable. Des explosions sociales se produisent, des économies s'effondrent, des démocraties vacillent.

Il faut que tous partagent cette conviction : le sort des créanciers et des débiteurs est intimement lié et une solution ne peut être trouvée sans un partage du fardeau entre les uns et les autres. Il n'est pas concevable que des pays en développement puissent avoir pour seul horizon, durant les 15 ou 20 années qui viennent, la récession ou la stagnation. Il faut aider les pays endettés, notamment les plus pauvres, et accompagner leurs courageux efforts d'ajustement afin qu'ils renforcent les structures de leurs économies et qu'ils créent les bases d'un développement soutenu et durable. Il faut que les grands organismes financiers mondiaux augmentent leurs aides. Des financements d'origine publique sont indispensables pour tout le tiers monde, en Asie, en Afrique, en Amérique latine.

En un mot, il n'y aura pas de solution durable aux problèmes de la dette sans retour à une croissance continue et élevée de l'économie mondiale et donc sans une organisation des marchés des matières premières, sans un meilleur respect des règles du commerce international, sans une réforme du système monétaire international qui garantisse davantage de stabilité aux monnaies, sans un accès plus large, enfin, aux progrès de la technologie.

M. Dumas (France)

Le règlement à long terme de toutes ces questions ne peut, selon nous, être trouvé que par l'établissement d'un ordre économique et financier juste et efficace, dans lequel les Nations Unies ont un rôle éminent à jouer pour l'avenir.

Sachons aussi nous servir des institutions économiques et financières créées après la seconde guerre mondiale, à Washington ou à Genève, qui répondaient aux besoins de l'époque et nous ont bien servis. Reconnaissons qu'elles doivent évoluer et grandir, pour répondre aux réalités d'aujourd'hui.

Les Nations Unies, c'est-à-dire une fois encore en premier lieu son Secrétaire général, ont su organiser la solidarité que la communauté internationale devait à l'Afrique en détresse; il leur appartient maintenant de répondre aux demandes pressantes de ceux qui veulent non seulement survivre, mais aussi croître et espérer.

Avant de conclure, je souhaite rappeler que la cause qui nous rassemble ici, en dépit de la diversité de nos histoires, de nos systèmes économiques et politiques, reste celle de l'homme. La défense de l'intégrité et de la dignité de la personne, quelles que soient sa couleur, sa religion et ses idées, reste à nos yeux la plus noble tâche de l'Organisation des Nations Unies. Tâchons de ne l'oublier jamais.

L'ambition des pères fondateurs de San Francisco était généreuse. Même si les faits n'ont pas répondu à leur attente, leur objectif élevé reste le nôtre. L'Organisation qu'ils nous ont léguée est à l'image de notre monde, avec ses imperfections et aussi ses espoirs; il nous appartient de lui transmettre l'enthousiasme et la volonté politique qu'elle inspire toujours aux peuples du monde. Le vœu de mon pays est que les prochaines étapes de la vie de notre organisation lui permettent de constater un véritable apaisement de la tension internationale, un progrès de la liberté, la reprise et la poursuite d'une croissance économique saine et durable pour les plus pauvres d'abord, un plus large respect des valeurs et des droits de la personne humaine.

Alors, nous pourrions nous réjouir d'avoir contribué à bâtir, pour notre génération et les générations à venir, ce "monde meilleur" que nous avons choisi comme symbole de l'anniversaire que nous célébrons aujourd'hui.

La séance est levée à 12 h 55.